

Retour sur une décennie de croissance économique en Suisse

L'économie suisse a fait peau neuve au cours de la dernière décennie: lanterne rouge de la croissance dans les années nonante, elle est maintenant en tête de peloton. Sa résistance face à la récente crise est particulièrement remarquable. Si la croissance par habitant est moins brillante, elle reste solide. Ces dernières années, la croissance a reposé sur une forte intensité du travail, ce qui s'est traduit par une importante augmentation de l'emploi. La progression de la productivité du travail, en revanche, a continué de s'affaiblir; la renforcer dans les domaines axés sur le marché intérieur demeure une priorité.



Chantier de la tour Roche. La croissance économique suisse a fait preuve de solidité après la crise qui a touché le monde.

Photo: Keystone

Les années nonante ont été une période de conjoncture économique morose, marquée en Suisse par la faiblesse persistante de la croissance. Le tableau s'est, ensuite, remarquablement éclairci au début du millénaire. De 2003 à 2013, la dynamique de croissance de notre économie s'est consolidée. Le PIB réel a augmenté de 2,2% par an en moyenne (contre 1,4% de 1992 à 2002). Cette période se subdivise en phases distinctes en fonction du climat économique mondial. De 2003 à 2007, la conjoncture connaît un essor auquel la Suisse participe amplement: l'économie d'exportation prospère et le PIB bénéficie d'une forte croissance (3% par an environ). En 2008, la crise financière interrompt brutalement le mouvement. Depuis lors, l'économie mondiale peine à se rétablir.

La conjoncture suisse résiste aux crises

C'est justement dans les années marquées par la crise (2007–2013) que l'économie suisse a montré une étonnante

résilience. Certes, elle n'a pu éviter une forte contraction en 2009, avec un recul du PIB de 2,1%, mais elle s'est promptement rétablie (+3% en 2010). À partir de 2011, la crise de la dette dans la zone euro et la hausse du franc ont fortement menacé l'économie, notamment les secteurs d'exportation. Contrairement à certains pays européens, qui ont replongé dans la récession, la Suisse a pu maintenir une croissance positive. Cette dernière a atteint 1,8% en 2011, avant de légèrement ralentir pour se situer à 1,1% en 2012. Elle avoisinait 2% l'année suivante. D'après les estimations actuelles pour 2014, elle est sans doute restée stable.

La croissance a surtout marqué l'économie intérieure

Il serait, toutefois, erroné de conclure que les crises économiques mondiales n'ont pas touché la Suisse. La croissance s'est globalement bien maintenue, mais cette stabilité apparente cache des divergences de taille entre les secteurs intérieur



Frank Schmidbauer
Chef suppléant du secteur Conjoncture, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne

Tableau 1

Croissance du PIB réel et du PIB/habitant en comparaison internationale

Taux de croissance annuel moyen sur différentes périodes et position de la Suisse, en %

	Croissance du PIB				Croissance du PIB par habitant			
	1992–2002	2003–2013	2003–2007	2008–2013	1992–2002	2003–2013	2003–2007	2008–2013
Suisse	1.3	2.0	2,8	1.3	0.7	1.1	2.1	0.2
Allemagne	1.6	1.1	1.7	0.5	1.3	1.1	1.7	0.6
France	2.3	1.1	2.1	0.3	1.7	0.5	1.3	-0.2
Italie	1.6	-0.2	1.3	-1.4	1.6	-0.7	0.7	-1.9
Espagne	3.6	1.1	3.9	-1.0	2.7	-0.1	1.9	-1.5
Pays-Bas	3.3	1.1	2.6	-0.1	2.4	0.6	2.2	-0.7
Belgique	2.3	1.4	2.5	0.5	1.9	0.7	1.9	-0.3
Luxembourg	5.5	2.6	4.7	0.7	3.6	0.5	3.0	-1.3
Autriche	2.7	1.6	2.6	0.6	2.2	1.1	2.1	0.2
Danemark	2.6	0.5	1.7	-0.7	2.1	0.1	1.8	-1.1
Finlande	3.3	1.2	3.9	-0.8	2.8	0.8	3.5	-1.3
Norvège	4.0	1.6	2.6	0.6	3.3	0.4	1.8	-0.6
Suède	2.6	2.1	3.8	0.6	2.2	1.3	3.2	-0.2
Royaume-Uni	3.9	1.6	3.2	0.2	3.5	0.8	2.5	-0.5
États-Unis	4.0	2.0	3.0	0.9	2.4	1.0	2.0	0.1
Moyenne	3.0	1.4	2.8	0.2	2.3	0.6	2.1	-0.6
Classement suisse	15	3	7	1	15	2	5	3

Source: OFS, SECO, Eurostat, OCDE / La Vie économique

et extérieur, en raison de la diversité des situations conjoncturelles. Depuis la crise financière, l'économie suisse est surtout soutenue par une demande intérieure forte. La hausse démographique (portée par l'immigration) et les taux d'intérêts, qui persistent à un bas niveau, ont particulièrement stimulé les investissements dans la construction et les dépenses de consommation privée. En revanche, le commerce extérieur n'a été pratiquement d'aucun apport au cours des dernières années, car les exportations ont souffert – et souffrent encore – du contexte économique et monétaire difficile. Il a néanmoins été possible d'éviter qu'elles ne se détériorent gravement, comme on l'a redouté à de multiples reprises durant l'été 2011 en raison de la hausse du franc. Le plancher de 1,20 franc pour un euro, mis en place par la Banque nationale suisse (BNS) entre le 6 septembre 2011 et le 15 janvier 2015, y est pour beaucoup: il a freiné l'envolée du cours de notre monnaie nationale et a garanti une certaine sécurité aux entreprises.

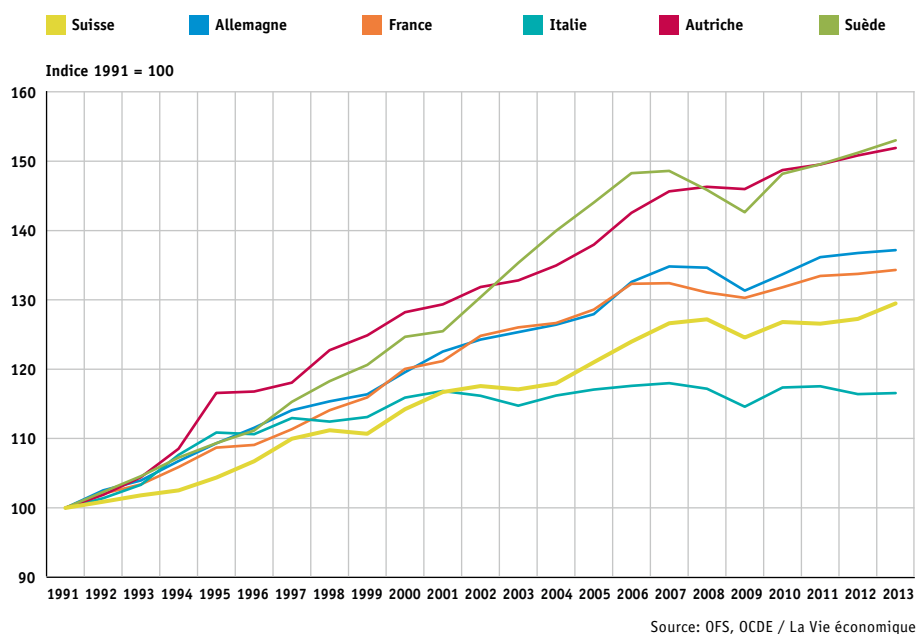
Le décalage entre la dynamique économique intérieure et celle des exportations a naturellement laissé des traces dans certaines branches. Au cours des dernières années, la croissance de la valeur ajoutée et de l'emploi a surtout profité aux secteurs orientés vers l'économie intérieure, alors que ceux tournés vers les marchés étrangers ont pâti de la crise. Par exemple, l'industrie de transformation, une branche d'exportation classique, a enregistré une perte nette de 35 000 emplois depuis la crise

financière. Seules quelques sous-branches, comme la prospère industrie pharmaceutique, ont pu échapper à cette tendance. Le tourisme (hôtellerie: -6700 emplois) et les banques (-4000 emplois) ont également subi les conséquences de la crise.

En revanche, le dynamisme de la demande intérieure a spécialement profité aux branches de services axées sur l'économie nationale, où l'emploi a nettement augmenté. Par exemple, dans le segment hétérogène des services aux entreprises, auquel appartiennent aussi bien les conseillers d'entreprises que les conseillers fiscaux et légaux ou les architectes, environ 35 000 postes supplémentaires ont été créés depuis la crise financière. C'est toutefois dans le domaine des services dits «proches de l'État», comme la santé (+38 000 emplois depuis la crise), l'enseignement et la formation (+26 000) ou encore l'administration publique (+20 000), que l'emploi a connu la plus forte croissance. Au total, plus de 50% de la création nette d'emplois en Suisse depuis la crise financière concerne un domaine proche de l'État. Depuis longtemps, la quote-part de ces domaines dans l'emploi total connaît une croissance relativement continue (elle est passée de 16% en 1992 à 22% en 2013), inversement à ce qui se passe dans l'industrie. Dans une économie très développée avec une population vieillissante, le fait que des emplois passent durablement du secteur de l'industrie à celui des services représente une évolution normale (tertiarisation). Cette tendance s'est encore accentuée ces dernières années

Graphique 1

Évolution de la productivité du travail en comparaison internationale, 1991–2013



par les différences qui existent en matière de situation conjoncturelle entre la Suisse et l'étranger.

Le taux de croissance s'améliore en comparaison internationale ...

D'un point de vue global, il vaut mieux analyser et évaluer la croissance économique suisse dans le contexte international, et pas de manière isolée. En effet, la conjoncture mondiale joue un rôle décisif pour les petites économies ouvertes, comme la Suisse. Le *tableau 1* reproduit les taux de croissance annuels moyens du PIB et du PIB/habitant de la Suisse ainsi que de quatorze autres pays lors des périodes 1992–2002 et 2003–2013, cette dernière étant subdivisée entre les années précédant la crise (2003–2007) et les années de crise (2008–2013). Au cours des dix dernières années, la croissance du PIB suisse s'est nettement améliorée en comparaison internationale: bonne dernière pendant la période 1992–2002, la Suisse s'est classée deuxième entre 2003 et 2013. Elle se distingue particulièrement par sa performance depuis les années de crise (premier rang), durant lesquelles de nombreux pays ont connu des fléchissements bien plus forts.

... celui du PIB par habitant également

Pour estimer correctement la croissance, il convient cependant de prendre en considération la forte progression démographique des dernières années (en moyenne

plus de 1% par an de 2003 à 2013). Si l'immigration a soutenu la croissance du PIB – notamment en augmentant les dépenses de consommation et les investissements dans la construction –, elle implique aussi une répartition de la performance économique entre davantage de personnes. C'est pourquoi il est judicieux de considérer la croissance par habitant pour évaluer le bien-être économique. Le PIB/habitant est l'un des indicateurs les plus importants pour mesurer l'évolution économique à long terme et le niveau de vie d'un pays.

De ce point de vue, la Suisse affiche des chiffres moins exceptionnels qu'en valeur absolue, bien que sa performance au cours des dernières années se soit améliorée. La croissance par habitant a été d'au moins 1% par an en moyenne de 2003 à 2013, un peu plus que lors de la décennie précédente (1992–2002: +0,7% par an). En comparaison internationale, la Suisse se place légèrement au-dessus de la moyenne et affiche des taux similaires à ceux de l'Allemagne, de l'Autriche ou des États-Unis.

On constate, à travers ce même ratio, que l'économie suisse s'est relativement bien maintenue à travers les années de crise. La croissance du PIB/habitant a été de 0,2% par an entre 2008 et 2013; ce taux peut sembler modeste, mais il est tout à fait acceptable en comparaison internationale. La Suisse est d'ailleurs l'un des rares pays qui ont pu éviter un recul du PIB/habitant au cours de cette période. Seule l'Allemagne, qui connaît ces dernières années une forte expansion économique pour un essor démographique quasi nul, surpasse la Suisse en matière de croissance du PIB/habitant¹. Un retour sur les années nonante illustre l'importance d'une comparaison internationale: la Suisse enregistrait alors un taux de croissance par habitant plus élevé que ces dernières années (0,7%), mais comme la conjoncture mondiale était prospère, ce chiffre était décevant.

En conclusion, l'économie suisse a laissé derrière elle la longue période de croissance anémique des années nonante. La dynamique de croissance par habitant de la décennie écoulée n'est pas exceptionnelle, mais elle est robuste et légèrement supérieure à la moyenne internationale. L'amélioration de la dynamique économique s'explique, premièrement, par la disparition d'éléments qui freinaient la conjoncture dans les années nonante: la crise immobilière de la fin des années quatre-vingts, qui a longtemps affecté l'économie, et la politique monétaire restrictive en vigueur jusqu'au milieu des années nonante. Deuxièmement, des améliorations ont pu

être apportées à des domaines clés de la politique économique, comme le frein à l'endettement, qui s'est révélé efficace et a contribué à stabiliser la politique budgétaire, ou encore les accords bilatéraux avec l'UE.

La hausse de l'offre de travail à l'origine de la croissance

La croissance du PIB par habitant est tributaire de deux facteurs: *l'intrant en travail* (une augmentation des heures de travail induit un accroissement de la production et du revenu) et la *productivité du travail* (une plus grande productivité équivaut à une production plus importante pour le même temps de travail). L'intrant en travail a augmenté en Suisse au cours des dix dernières années, ce qui a profité à la croissance par habitant. Cela provient surtout de la hausse du taux d'activité professionnelle (taux de participation au marché du travail), déjà élevé par rapport aux autres pays. Dans les années nonante, au contraire, l'intrant en travail reculait, en grande partie parce que la conjoncture, durablement morose, avait fait augmenter le chômage.

La Suisse a donc pu, au cours de la décennie écoulée, consolider un de ses points forts: l'exploitation du potentiel de main-d'œuvre. Le solide développement du marché de l'emploi pendant la crise se démarque de bon nombre de pays qui, ces dernières années, étaient confrontés à un taux de chômage en forte hausse. Au regard de la participation déjà élevée au marché de l'emploi et la baisse de la croissance démographique, il paraît peu probable que l'intrant en travail puisse encore être significativement utilisé à l'avenir pour stimuler la croissance, malgré l'existence d'un potentiel dans certains domaines (femmes, travailleurs âgés).

Faible croissance de la productivité du travail

Il en découle que l'augmentation de la productivité du travail sera à l'avenir cruciale pour la croissance et le bien-être. La tendance en ce domaine ne s'est, toutefois, pas encore inversée. Bien au contraire, la croissance de la productivité suisse, déjà timide en comparaison internationale depuis de nombreuses années, s'est encore affaiblie: d'une moyenne de 1,6% par an entre 1992 et 2002, elle est passée à 0,9% entre 2003 et 2013. Elle a, en particulier, été quasi nulle depuis la crise financière. La Suisse n'est toutefois pas seule: cette situation est largement répandue ailleurs.

Évolution de la productivité par branche

Si on considère l'évolution de la productivité selon les branches, on s'aperçoit que trois d'entre elles en particulier (industrie de transformation, commerce de gros et banque) ont été à l'origine de fortes impulsions, positives ou négatives, pour l'économie suisse. Jusqu'à la crise financière, leur productivité était en forte croissance et supérieure à la moyenne. Elles stagnent depuis, ayant été particulièrement atteintes par la crise financière et la conjoncture internationale maussade.

Les autres branches n'ont pas été en mesure de compenser les impulsions manquant. Dans celles qui sont orientées sur le marché intérieur, comme le bâtiment et les services privés ou proches de l'État (p. ex. la santé), la croissance de la productivité est demeurée faible et généralement inférieure à la moyenne de toutes les branches. Les besoins en personnel souvent élevés de ces secteurs freinent non seulement le niveau de productivité du travail, mais aussi sa dynamique. La pression de la concurrence, généralement plus faible que dans des branches internationales, se fait également ressentir.

Améliorer la productivité dans l'économie intérieure: une priorité

Il est encore difficile de déterminer si la faible croissance de la productivité des dernières années, au niveau international comme en Suisse, est de nature temporaire ou durable. Une reprise conjoncturelle et de nouveaux investissements pourraient, en raison de la forte augmentation du capital, se traduire par un accroissement de la productivité, notamment dans les branches exportatrices. L'amélioration de la productivité dans l'économie intérieure reste en tout cas prioritaire. Étant donné le vieillissement de la population, des domaines comme la santé occuperont à l'avenir une place toujours plus importante; un accroissement de la productivité y sera donc nécessaire si on veut que la croissance globale de la productivité s'améliore. ■

1 L'Allemagne a bénéficié d'une industrie d'exportation florissante, en grande partie du fait de sa compétitivité-prix au sein de la zone euro.